

Pour une politique d'action sociale 2013-2015 ambitieuse

135 millions € : un budget en diminution et insuffisant !

Les organisations syndicales ont rencontré la ministre de la Fonction publique, lors du CIAS du 22 janvier, sur les attentes des personnels et les réponses à apporter pour que l'action syndicale s'inscrive dans une perspective ambitieuse.

Alors que leurs besoins sont nombreux, face à la perte de leur pouvoir d'achat qui affecte tous les agents, les crédits inscrits dans la loi de finances 2013 sont inférieurs de 15 Millions d'euros.



Zoom sur le CIAS du 22 janvier

Budget : Alors que le taux de consommation de crédit au 31 décembre 2012 est de 98%, les crédits prévus sont insuffisants.

L'UNSA Fonction publique revendique :

- 1 - Des crédits sociaux interministériels, à la hauteur de la satisfaction des besoins exprimés ;
- 2 - Le versement en 2013, par les ministères, des crédits correspondants à la consommation réelle des prestations interministérielles en 2012, le financement intégral des prestations perçues et la pleine utilisation de ces crédits transférés par l'action 2 du programme 148 (ASI),
- 3 - L'utilisation optimum des crédits fonds de concours (près d'un million €) en 2013 ;
- 4 - L'élargissement du nombre de bénéficiaires de l'Aide Maintien à Domicile ;
- 5 - Une harmonisation par le haut des prestations sociales pour tous ;
- 6 - La sécurisation des prestations sociales pour les agents de l'État.

Comparaison entre LFI 2012, exécution 2012 et perspectives 2013

	LFI 2012 AE	LFI 2012 CP	Exécution AE 2012	Exécution CP 2012	LFI 2013 AE	LFI 2013 CP
Chèques vacances	35.8	35.8	32.6	34.3	33.9	33.9
CESU 0-3 ans	32.2	31.5	31.1	31.6	31.1	31.1
CESU 3-6 ans	24.2	23.5	25.9	24.7	25.2	25.2
Crèches	13.3	21.1	14.9	19.5	14.9	20.1
Aides familles	105.5	11.8	104.5	110.1	104.9	110.3
CNSA	2	2	2	2	2.1	2.1
AMD	10	10	10	10	0	0
Retraités	12	12	12	12	2.1	2.1
AIP	5.2	5.2	4.9	4.9	4.8	4.8
Prêt mobilité	0	0	0.6	0.6	-	-
logements	0	2.2	0.1	2.5	0.5	0.5
Logt. urgence	-	-	-	-	0.5	0.5
Logement	5.2	7.4	5	7.5	5.3	8.3

Suite et fin	LFI 2012 AE	LFI 2012 CP	Exécution AE 2012	Exécution CP 2012	LFI 2013 AE	LFI 2013 CP
Restauration	19.7	13.5	5.6	4.8	15.9	11.5
SRIAS	2	2	2	2.1	2.6	2.6
TOTAL	144.5	146.8	129.1	136.6	130.9	134.8



Eclairages sur :



1. - Le logement : pour une politique globale et cohérente du logement

L'UNSA Fonction publique exige :

→ un groupe de travail pour reconquérir le 5% préfectoral et maintenir le parc de logements réservé aux agents de l'État.

→ Modifier l'article R445-5 du code de la construction et de l'habitation, et reprendre la rédaction antérieure au décret du 15 février 2011, afin de garantir un seuil minimum de logements réservés aux agents de l'État.

→ 6 M€ pour la reprise des réservations interministérielles principalement dans les zones où il existe une tension particulière sur le marché locatif selon le rapport de l'IGA.

→ Intégrer la politique de logements d'urgence dans une politique globale et cohérente du logement et prendre en compte les besoins exprimés par les parents en matière de logement de jeunes étudiants dé-cohabitants.

-AIP : Aide à l'installation des personnels

L'UNSA Fonction Publique demande la modification des conditions d'attribution de l'aide en rallongeant le délai entre la signature du bail et la demande de l'aide de 4 à 6 mois, en raison du nombre de rejets important de dossiers au motif du dépassement de ce délai.

2- Les aides liées à la famille : de nombreux besoins en attente de crèches : seulement un enfant sur deux accueilli hors du foyer.

En 2012 : seulement 2090 berceaux pour 22 régions - 500 nouvelles demandes non satisfaites faute de crédits suffisants.

	A.E.	C.P.	Demandes nouvelles	A.E.	C.P.
Réalisés 2011	14.2 M€	22.08 M€	-	12.7 M€	10.3M€
Prévisions 2012					
2806 berceaux	18	26.1	559 berceaux	5.8	5.6
Réalisés 2012					
2090 berceaux	14.8 M€	19.48 M€	116 berceaux	1.6	1.5
Prévisions 2013					
2551 berceaux	20.9 M€	22.6M€	433 berceaux	3.3 M€	2.2 M€
LFI 2013	14.9 M€	20.1M€	-	-	-

L'UNSA Fonction publique exige que :

- des solutions pour 2013 pour répondre aux besoins existants ;
- un abondement d'environ 700 places du parc existant.

-CESU

L'UNSA Fonction publique exige que :

- l'extension des CESU aux établissements relevant de l'arrêté du 7 janvier 2013 soit accompagnée des transferts de crédits nécessaires.

Chèques-vacances

Permettre au tourisme à vocation sociale de retrouver son dynamisme. Augmenter le taux de pénétration de la mesure « chèque vacances » qui est d'environ 14% dans la FPH et la FPT et de 3.6% dans la FPE.

	Nbre de dossiers servis	Épargne	Bonification de l'État AE	Bonification de l'État CP
2010	150 000	-	-	-
2011	109 507	128 M€	28.6 M€	28 M€
2012	117 556	136.8 M€	32.3 M€	31.8 M€

L'UNSA Fonction publique exige :

- La prise en compte des retraités car 22% ont moins de 16 000 € ;
- L'attribution d'un chèque vacances bonifié à 35% pour les agents de - de 30 ans - coût : 1.9 M€ ;
- Prise en compte de l'indemnité de cherté de voie pour les agents ultra marins ;
- réflexion sur la dématérialisation pour une utilisation plus souple du C.V.

Aide au Maintien à Domicile (AMD) pour une réponse plus ambitieuse

L'UNSA Fonction publique demande :

- L'intégration progressive des retraités dont les ressources correspondent aux tranches 6, 7 et 8, dans le champ des bénéficiaires ;
- Les crédits nécessaires pour provisionner pour le prochain budget triennal,
- une information des retraités sur leurs droits pour l'ensemble des prestations d'action sociale.

Prestations étudiants pour une prise en considération par l'État de cette problématique.

3-Les aides à la restauration : Pour une véritable politique d'investissement en matière de restauration

- RIA fermés, délocalisations de service sans solution de restauration collective pour les agents : il est urgent que :
- Les préfets organisent des rencontres de présidents de RIA afin d'effectuer un bilan de la situation, de prévenir en amont les difficultés et d'apporter des solutions aux agents localement.
- La TVA pour la restauration collective des agents de l'Etat, en raison de son caractère social, soit ramené à 5.5%.
- Une réelle prestation interministérielle passée de 1,17€ à 1.20€ en 2013
- Une harmonisation du coût du repas, pour chaque agent de l'Etat, quel que soit son lieu géographique pour supprimer toute discrimination entre agents (cf. DDI).

4-Les actions déconcentrées des SRIAS :

Un budget porté à 2.6 M€.

L'UNSA Fonction publique demande :

- des moyens matériels et humains pour les SRIAS,
- le renfort de correspondants administratifs,
- une meilleure articulation entre SRIAS et SGAR,
- des frais de déplacement pour les représentants du personnels. Le ministère de l'intérieur doit rappeler la règle de leur prise en charge sur le budget des préfetures.
- des crédits de fonctionnement des présidences pilotés et suivis par la DGAFP et le CIAS.



Ephéméride



Prochain CIAS : 4 avril 2013

Réunions préparatoires :

- CP Famille : 24 janvier 2013
- CP Logement : 12 février 2013
- GT crèches : 26 février 2013
- CP Restauration : 18 mars 2013
- CP SRIAS : 19 mars 2013
- CP Budget : 22 mars 2013

21 février : réunion agenda social - préparatoire 13 février 2013

à suivre.....

